

plaidoirie 2006

Etre musulman comme khaled El-Masri, ne signifie pas être terroriste : quand les Etats-Unis sous-traitent la torture à travers le monde. La lutte contre le terrorisme est devenue depuis les attentats sanglants du 11 septembre 2001 à New York et très récemment avec celui du 7 juillet 2005 à Londres, une des priorités de l'ensemble de la communauté internationale. Réagissant dans ce contexte, les Nations Unies ont adopté la résolution 1373 qui opère une intrusion dans le domaine des droits et libertés fondamentaux. S'y référant, les Etats-Unis ont inventé la délocalisation de la torture à travers la pratique dite des « restitutions extraordinaires » comme moyen visant à éradiquer le terrorisme et consistant en la déportation des militants islamistes à partir du sol américain ou au-delà de ses frontières vers les pays du Proche-Orient et du Maghreb, où ceux-ci courent le risque d'être torturés.

Les services de renseignements américains - qui font office d'exécutants de cette sale besogne -, ont élaboré des schémas, codes et profils qui vont d'une simple origine étrangère par exemple, pour fonder et déclencher automatiquement de « sérieuses raisons de croire » et conclure que l'on se trouve en présence d'un terroriste. L'une des victimes de cette paranoïa collective, doublée d'une hystérie et d'une psychose généralisées des gouvernements en Occident, est un citoyen allemand, nommé Khaled El-Masri qui en raison d'une homonymie avec un certain Khalid Al-Masri, recherché pour ses liens supposés avec le réseau terroriste Al-Qaïda, a été violemment torturé et a subi de sévices graves pendant plus d'un mois en Afghanistan ; puis relâché dans des conditions rocambolesques par ses geôliers américains. Ces violations qui ne sont malheureusement pas isolées sont souvent accompagnées de bavures en tous genres. Violant au grand jour d'une part, les nombreux instruments internationaux à l'instar du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention Contre la Torture qui stipulent que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et que nul ne pourra être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé et d'autre part remettent au goût du jour, les principes d'actions des services de renseignements basés essentiellement sur le soupçon qui s'opposent à ceux du monde judiciaire pour lequel le rapport au droit et à la preuve sont nécessaires. Le problème ici posé à nos consciences concerne le vieux débat qui oppose la fin et les moyens. Il faut pouvoir répondre à la lancinante question de savoir si la lutte contre le terrorisme qui se veut en défense des principes élémentaires d'humanité, peut cautionner une réaction qui en elle-même nie ces principes et se transforme en barbaries et autres actes de torture. Il n'y a en effet aucun doute que la lutte contre le terrorisme doit être menée. Mais, dans le respect strict du droit international des droits de l'Homme. Les conclusions hâtives et autres mélanges considérés comme les indicateurs révélés pouvant être trompeurs. Car, il faut éviter d'assister à un affaiblissement de la surveillance en matière de droits de l'Homme ou à une acceptation de pratiques contraires aux droits fondamentaux commis par action ou par abstention par les gouvernements. La lutte contre le terrorisme ne devant jamais dégénérer en actes de tortures et en mauvais traitements, ni ailleurs en violation des droits de l'Homme. Oui, il faut pouvoir éviter de confondre Islam et terrorisme, tout en refusant d'opposer à cette folie humaine qu'est le terrorisme - forme bestiale et sauvage d'expression - la loi du talion ; signe très regrettable d'un retour à l'état de nature décrit par Thomas HOBBS. Notre plaidoirie qui se veut une bouteille jetée à la mer, devrait pouvoir nous inspirer une réflexion pour approfondir la lutte contre cette forme inhumaine, sauvage, brutale et chaotique de communication qu'est le terrorisme, et nous inviter - notre appartenance à un pays du Sud obligeant - à la critique des contours humanitaires des politiques ultra libérales et d'émigration adoptées par l'Occident : allusion à la tragédie humaine vécue récemment au Maroc, près des enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta. Yaoundé, 5 novembre 2005